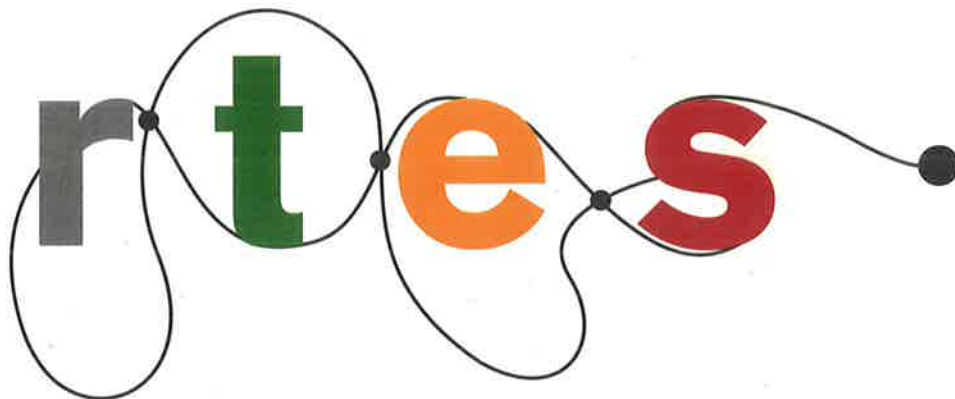
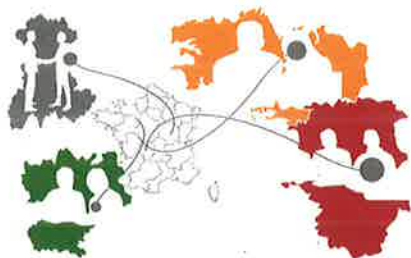


La lettre du **Réseau des territoires pour l'économie solidaire**

Avril-juin 2010

**Sommaire****2 et 3 Initiatives des territoires****4 à 7 Transversales :**
Jeunes et initiatives économiques solidaires**8 Vie du réseau****Édito****2010 sera donc l'année d'un renouveau encourageant pour l'économie solidaire !**

Deux événements récents permettent d'être optimistes pour l'avenir de l'économie sociale et solidaire.

Tout d'abord, le 21 janvier, des jeunes de toute la France ont présenté leurs expérimentations pour construire de nouvelles formes d'économie solidaire, lors de la journée de travail du RTES au Sénat sur le thème « Jeunes et initiatives solidaires ».

En ville ou en milieu rural, issus d'études longues ou non, isolés ou accompagnés par des acteurs de l'économie solidaire ou des collectivités, les jeunes créateurs en témoignent : l'innovation est toujours en marche pour répondre à de nouveaux besoins de la population.

D'autre part, les conseils régionaux viennent d'être renouvelés. En charge de la coordination des politiques économiques, les Régions ont une responsabilité particulière pour l'accompagnement de l'économie sociale et solidaire. 15 Régions avaient une délégation identifiée. Ce chiffre doit augmenter, et ces délégations doivent être renforcées.

Au cours du mandat précédent, des initiatives pertinentes ont été développées. À ce jour, ces entreprises montrent une meilleure résistance à la crise, due sans doute à une meilleure adaptabilité, et à leur ancrage territorial démocratique.

Car loin des caméras et des micros, les Scop se développent dans des opérations de reprises d'entreprise au moment de la cession-transmission, ou pour sortir

d'une crise, ou enfin, par choix initial des fondateurs, démontrant leur pertinence.

Déjà, certaines équipes envisagent la nouvelle étape de leur schéma régional de développement économique. L'économie solidaire doit y trouver toute sa place.

En parallèle à ce développement quantitatif, il est temps également de regarder plus en détail les aspects qualitatifs de l'ESS. Un vaste chantier doit s'ouvrir pour co-construire une évaluation, qui prenne en compte les impacts humains dans les entreprises et sur leur territoire.

Cela rejoint l'interpellation de Jean-François Draperi, directeur du Centre d'Économie Sociale Travail et Société (Cestes-Cnam) le 21 janvier, quand il rappelait l'indispensable approche globale de l'économie solidaire, et notamment son accessibilité à tous, y compris les usagers-clients, et son organisation démocratique.

Plus que jamais, le RTES est un espace approprié pour mutualiser les travaux des collectivités locales, départementales et régionales. Il est l'interface adaptée pour accompagner les collectivités à traduire en actes les 50 propositions du Labo de l'économie solidaire, porté par Claude Alphandéry.

2010 sera donc l'année d'un renouveau encourageant pour l'économie solidaire !

Christiane Bouchart
Présidente du RTES

INITIATIVES DES TERRITOIRES

VAL-DE-MARNE

Équi'Val, rendez-vous réussi en Val-de-Marne

Équi'Val est le nouveau rendez-vous de l'économie solidaire, sociale et équitable organisé par le Conseil général du Val-de-Marne les 12 et 13 février derniers au Palais des Sports de Créteil.

La préparation de cette initiative emblématique a fait l'objet d'une démarche de co-construction avec les acteurs de l'ESS (associations, entreprises solidaires, mutuelles, coopératives, etc.) ainsi que les collectivités locales engagées dans des démarches de soutien au secteur. Plusieurs temps d'échanges ont jalonné la préparation d'Équi'Val, et ont permis de définir de façon concertée les contours de la manifestation. Les objectifs suivants ont été assignés à la manifestation :

- favoriser une meilleure connaissance et reconnaissance des initiatives qui s'inscrivent dans le champ de l'ESS ;
- contribuer à la création d'activités et d'emplois dans ce champ ;
- aider les acteurs du secteur à mieux se connaître et échanger ;
- concourir à la formalisation d'une politique publique dédiée à l'ESS.



Rencontres à Équi'Val

2000 visiteurs en deux jours

112 exposants ont été associés à cette manifestation inédite. 5 conférences et 4 ateliers participatifs ont été mis en place sur les thématiques des coopératives, de la commande publique responsable, de la citoyenneté économique. Ces instances d'échanges ont reposé sur l'intervention croisée de théoriciens (sociologues, économistes, etc.) et de praticiens issus de l'économie sociale et solidaire, mais aussi du secteur « classique » ; un programme d'animations culturelles et pédagogiques

spécifique (lecture de contes, théâtre-forum, concert, etc.) est venu alimenter le déroulement de la manifestation ; des outils de communication, parmi lesquels un film dédié à l'ESS, ont été conçus.

Équi'Val a bénéficié de plusieurs partenariats parmi lesquels : le FEDER, les Aéroports de Paris, le Crédit Coopératif, la MAIF, et des relais médias (Reporters d'Espoir, Alternatives Économiques...)

Contacts : Département du Val-de-Marne. Hervy Christian, Conseiller général délégué à l'ESS et au commerce équitable. Clara Paoloni, chargée de projets « Activités de proximité et ESS » : 01 49 56 53 13, Clara.Paoloni@csg94.fr

SICOVAL

La Communauté d'agglomération du sud-est toulousain publie un guide pour entreprendre dans l'ESS

Le guide du créateur solidaire est disponible. Il répertorie les principaux acteurs locaux pouvant accompagner les porteurs de projet dans le secteur de l'économie sociale et solidaire : les organismes d'orientation, de conseil, de financement... Ce guide a été élaboré par le Sicoval, en collaboration avec l'Agence pour le développement et la promotion de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées (Adepés).

Contacts : Henri Arevalo, Vice-président, délégué à la coopération décentralisée, économie sociale et solidaire, sports et culture. Sylvie Ortolan, chef de service artisanat, commerce, économie solidaire 05 62 24 28 18 sylvie.ortolan@sicoval.fr Guide téléchargeable sur www.sicoval.fr



BREST

Consommer responsable et solidaire

Pour la deuxième année, Brest Métropole Océane et ses partenaires co-construisent trois demi-journées de rencontres pour les acteurs de l'ESS, les élus et techniciens des services publics. Laurent Fraisse du CNAM ouvrira les travaux traitant de l'éco-construction, l'habitat coopératif, la recyclerie, les déplacements alternatifs et les circuits courts.

Contacts : Brest Métropole Océane. Michel Briand, Vice-président en charge de l'ESS et de l'aménagement numérique du territoire. Tristan Cailler, chargé de mission ESS, 02 98 33 53 12 - www.eco-sol-brest.net



LILLE

Forum national du commerce équitable, Lille du 8 au 10 mai

Cet événement fédérateur des acteurs du secteur est cette année co-organisé par la Ville de Lille, la Plate-forme pour le Commerce équitable, le groupe SOS et Max Havelaar, avec le soutien notamment de la Région Nord-Pas-de-Calais.

Contacts : info@forumequitable.org www.forum-equitable.org



INITIATIVES DES TERRITOIRES

COMMUNAUTÉ URBAINE DE NANTES

Les Écosolies, un espace urbain de production et de coopération dédié à l'économie sociale et solidaire

Les Écosolies portent le projet de réhabilitation d'une friche industrielle (Larivière) dédiée à l'économie sociale et solidaire, ancrée au cœur de l'Éco-Métropole de Nantes. Le site Larivière se compose de trois bâtiments, qui constitueront plus de 5 000 m² disponibles. Fort d'une dynamique instaurée dès 2006, les Écosolies s'engagent vers un second acte fondateur et confirment l'ambition d'être un « Pôle d'innovation et de co-développement de l'économie sociale et solidaire » sur le territoire de Nantes Métropole.

Le site Larivière représente l'opportunité de co-construire, avec les acteurs et les forces vives de l'ESS, un projet pérenne à partir d'une conception partagée, puis d'une pratique et d'une expérience de cohabitation. On prévoit l'installation d'une vingtaine d'entreprises : Lileo (spécialisée dans l'informatique), Bolivia Inti-Sud Soleil (cuisson solaire), Baticréateurs 44 (coopérative d'activité et d'emploi pour le bâtiment), Ecorev - Recyclerie, ressource, NAPCE - Association NordSud Agir pour le commerce équitable, L'Ouvre-Boîtes 44 - Coopérative d'activités et d'emplois... Un espace commercial mutualisé, proposant une vitrine aux produits de l'ESS. Une pépinière d'entreprises « ESS » accompagnera de jeunes entrepreneurs dans la réalisation de leurs projets dans une



Île de Nantes et le projet du site Larivière à droite



dynamique de coopération et d'enrichissement mutuel. Des débats et conférences seront régulièrement organisés pour le grand public.

Une période d'évaluation sur 10 ans

Une particularité : l'implantation s'organise pour une décennie et reflète la dimension expérimentale voulue par les acteurs et la collectivité. Une location est prévue avec la Samoa, Société d'aménagement de la Métropole ouest atlantique, structure qui pilote le projet de l'Île de Nantes. 10 ans, le temps permettant d'évaluer une démarche écologique, non dispendieuse, innovante où le réemploi des matériaux s'inscrit comme un principe d'aménagement ! Un nomadisme voulu, signe d'enthousiasme collectif et d'une volonté de faire la preuve d'une économie responsable et viable.

La création de ce nouvel espace urbain de production et de coopération solidaire, pour lequel le Département Loire-Atlantique et la Région Pays de Loire sont égale-



ment sollicités, démarre, pour s'achever début 2011. Un des premiers objectifs du collectif des colocataires est déjà d'encourager l'émergence de projets novateurs. Bienvenue dans la ruche !

Contacts : Jean-Philippe Magnen, élu en charge de l'ESS. Jean-Paul Huard, chargé de mission, Nantes Métropole : Jean-Paul.HUARD@nantesmetropole.fr - Andrée Terrien, Les Écosolies - contact@ecosolies.fr - 02 40 89 33 69 www.lesecosolies.fr - www.samoa-nantes.fr

Les pôles de coopération

Plusieurs collectivités adhérentes au RTES soutiennent ou projettent la mise en place de pôles de coopération territoriaux : Grenoble avec l'hôtel d'entreprises Artis, le Sicoval et le projet de Maison de l'économie solidaire, la Ville de Lille et le projet de Centre des innovations socio-économiques, etc. Ces pôles, qui peuvent associer entreprises, laboratoires de recherche et établissements de formation sur un territoire donné, sont un des leviers importants du développement de l'ESS. Aux côtés du Labo de l'ESS, le RTES engage un travail pour une mise en réseau des expérimentations et une labellisation de ces pôles.

Vous êtes intéressé par la démarche, et accompagnez ou prévoyez d'accompagner des projets de pôles de coopération ? Contactez Anne-Laure Federici au RTES, alfederici@rtes.fr - 06 61 17 94 90



Jeunes et initiatives économiques solidaires

Le développement de l'économie sociale et solidaire dépend en grande partie de sa capacité à attirer et à accompagner des jeunes dans leurs initiatives. C'est pourquoi le RTES a décidé de s'intéresser aux initiatives économiques solidaires portées par des jeunes. Après l'organisation d'une journée d'échanges le 21 janvier au Sénat, et avant la sortie de l'étude et de la publication, prévue à la fin du 1^{er} semestre, nous vous proposons d'aller à la rencontre de femmes et d'hommes porteurs de réalisations à dimension économique qui contribuent, concrètement et sur le plan des idées, à faire vivre une société un peu plus responsable et un peu plus solidaire.

Les Écomen en dehors des sentiers balisés

Parmi les projets initialement prévus lors de la journée du 21 janvier, les Écomen de Talence. Manque de chance, une méchante grippe les a cloués au lit à Paris le matin même. Rattrapons cette occasion de faire leur connaissance.

Pourquoi se lancer dans la création d'une entreprise alors qu'habitant un quartier dont le taux de chômage des moins de 25 ans avoisine les 40 %, on est à l'abri dans son travail d'employé municipal ? C'est le pari un peu fou relevé par trois jeunes de Talence, près de Bordeaux, créateurs de la société Écomen. D'une formation Créa-jeunes de l'Adie (suivie lors d'un congé sans solde de 4 mois) au premier prix du concours Advancia puis à la deuxième place du concours de l'École supérieure de commerce de Paris sur l'entrepreneuriat social, sans oublier des prix Talents des Cités et les parrainages d'Onet et de Vinci, Sofiane, Nicolas et Charef seraient-ils des bêtes de concours ? « Tous les trois, on a un parcours scolaire dégueulasse, on s'est arrêté à la cinquième. Mais on n'a pas forcément besoin d'être bon à l'école pour faire des choses bien ».

Et ces choses bien sont en résumé la création d'une entreprise de services de nettoyage, qui a créé, outre leurs trois postes, trois emplois en contrat pro pour des jeunes du quartier. Aujourd'hui, elle est référencée dans les 30 premières entreprises de nettoyage de la Communauté urbaine de Bordeaux.

« Tout le monde disait qu'on était des cons »

Sofiane Amezza, Nicolas Tuchaa et Charef Benmahi, trois jeunes du quartier du Thouars à Talence, amis et voisins, travaillent au service voirie de la Ville de Talence, autant dire le sésame pour les habitants de ce quartier. Ils décident, « pour bouger un peu », de créer l'Associa-



tion des Jeunes Talençais dont l'objectif est de proposer des animations pour récolter des fonds afin de partir en vacances. « Tout le projet part de l'association. Là, on a vu qu'on arrivait à faire des bonnes choses. On savait que l'on pouvait gérer le côté social, on a voulu voir si on pouvait gérer le côté économique » explique Sofiane.

Ainsi naît, en janvier 2008, l'idée de la création d'une activité économique dans un domaine, le nettoyage, accessible au plus grand nombre et potentiellement créateur d'emplois. Le plus du projet : la combinaison de l'utilisation de méthodes écologiques (nettoyage minimisant le gaspillage d'eau et de produits) et la finalité d'insertion de l'activité.

En janvier 2009, la SARL est créée officiellement. Le premier chantier est symbolique puisqu'il s'agit de la poste de Thouars, leur quartier « celui-là, il fallait absolument qu'on l'ait ».

Aujourd'hui, Écomen travaille pour les plus gros clients de Bordeaux et parvient à se positionner sur des chantiers en concurrence avec de grosses entreprises. « C'est un peu comme si un petit kebab de quartier concurrençait Mac Do ! ». Le chiffre d'affaire réalisé la première année est deux fois plus important que le prévisionnel.

Une réussite économique, mais pas seulement

À n'en pas douter, la dimension territoriale est une composante forte du projet. Les trois créateurs, issus du quartier de Thouars, mettent en formation et recrutent des jeunes du quartier. Les premiers chantiers ont également été réalisés dans le quartier.

« Dans le quartier, ils attendaient une entreprise avec une relation de confiance. S'ils voient que des petits de 20 ans signent des CDI, ça motive les plus vieux. Nous, on est des « leaders positifs », on est bien vu et pas jaloux. Ils voient ce qu'on fait, que c'est bien pour nous mais aussi pour eux ».

En collaboration avec l'Afpa, Écomen propose aux jeunes du quartier qui le désirent une préformation. Cette remise à niveau est sans engagement et peut être poursuivie par une formation de quatre mois en alternance pour l'obtention d'un diplôme de niveau V d'agent d'entretien. Aujourd'hui, Aujourd'hui, deux ont obtenu le diplôme et deux doivent le repasser. Les deux diplômés ont été engagés en CDI dans l'entreprise en contrat de professionnalisation, l'un se perfectionnant en alternance sur les dimensions administratives, l'autre préparant un



Certificat de Qualification Professionnelle (CQP). D'autres formations (laveur de vitres, chef d'équipe, matériel mécanisé) peuvent à terme être proposées. Au total, l'entreprise compte aujourd'hui trois co-gérants (les trois créateurs) et trois salariés.

L'association de prévention Frédéric Sévène, qui assure le suivi social et administratif des stagiaires mis en formation avec l'Afpa, reconnaît l'apport indéniable d'Écomen pour les jeunes du quartier : « ils voient là enfin une autre voie d'insertion professionnelle que la mairie. Écomen offre autre chose. Sofiane a la confiance des jeunes mais en même temps, il est craint ».

À côté de la véritable mission d'insertion que se sont fixés les Écomen, ils organisent également, toujours dans le quartier de

Thouars, des animations de sensibilisation sur les thématiques de l'environnement et du développement durable notamment avec les bailleurs sociaux. Ainsi, une journée « quartier propre » a été organisée : « tout le monde s'est associé, les jeunes, les vieux, les commerçants, les bailleurs, pour nettoyer le quartier dans une ambiance festive autour d'animations, de jeux et de prix à gagner ». Avec ce bailleur, Écomen a aujourd'hui l'exclusivité des chantiers de remise en état des appartements à chaque changement de locataires. « Ce sont des petits contrats mais il y en a beaucoup dans l'année ».

Les Écomen ont de l'énergie, de la ténacité et surtout des projets à revendre : un passage en Entreprise d'Insertion à l'étude,

le montage en cours avec l'Afpa d'une formation qualifiante pour des femmes au foyer, et, pourquoi pas, la création d'autres entreprises qui seraient reprises et gérées par d'autres jeunes ?

Même si Patrick Dussert de la Chambre des métiers est plus dubitatif sur leurs projets de créations futures, il ne doute pas de leur capacité à réussir : « La créativité est le croisement de l'expérience et de la connaissance. On devient créatif lorsqu'on accède au domaine d'information pertinente. Pour cela, il faut avoir des prédispositions. Ils ont acquis une expérience avec leur projet, ils ont les informations, ils devraient y arriver ! ». « Si tu veux manger du poisson, il faut te mouiller les pieds » dit Sofiane en souriant : à n'en pas douter, la pêche sera bonne pour les Écomen.

Initiatives de jeunes : traduire des valeurs en actes

Le RTES a confié en octobre 2009 à Développement et Humanisme la réalisation d'une étude de repérage et d'analyse d'initiatives économiques solidaires portées par des jeunes, et des dispositifs d'accompagnement existants.

50 initiatives ont été retenues par le Comité de Pilotage de l'étude, évoquant la diversité des champs d'activités, des régions, des types de territoires concernés, des statuts choisis par les porteurs, et seront présentées au moyen de fiches descriptives. 30 initiatives, ainsi que 5 dispositifs d'appui, font l'objet d'une observation et d'une analyse plus précise (réalisation de monographies).

Un rapport de synthèse fera ressortir en particulier les spécificités des initiatives portées par des jeunes, les facteurs de leurs forces et de leurs fragilités (internes et externes), les points forts des dynamiques observées qui peuvent se retrouver en

d'autres lieux, ainsi qu'un certain nombre de propositions concernant le soutien à ces porteurs d'initiatives.

L'ensemble de ces éléments, auquel s'ajouteront des apports de chercheurs, sera la base d'une publication, à paraître à la fin du premier semestre 2010.

Des domaines d'activité divers et souvent croisés

De la production de spiruline à la création de vêtements, de l'habitat solidaire à la réparation de vélos, de la réalisation d'installations urbaines avec des matériaux recyclés au cirque pour personnes en situation de handicap, etc, les champs d'activités dans lesquels se déploient les initiatives étudiées sont larges. À cette diversité s'ajoute une dimension importante, celle du croisement entre plusieurs entrées, qui concerne par exemple des initiatives dont la composante centrale est l'alimentation :

« À tout va bien », en Haute-Loire, est un café-restaurant qui développe un programme d'activités culturelles, L'Atelier dans le Limousin y ajoute un service d'épicerie et des formations à l'informatique pour tous, et l'Équitable café à Marseille de nombreux débats sur les questions de développement et une activité de ressources au service de l'ESS. L'Appétit des Possibles à Toulouse associe pour sa part éducation par la cuisine, services traiteur et éducation à l'environnement. Dans d'autres domaines, les Marchands de Sable à Nantes combinent architecture, environnement et arts plastiques, La Frénaiie (Deux-Sèvres) associe accueil touristique, éco-construction, éducation à l'environnement, etc.

Sur le plan des parcours de formation initiale, existe une très forte hétérogénéité, avec des cursus qui vont des années-collège à des études supérieures prolongées, et,

De jeunes entrepreneurs solidaires témoignent et interrogent les pouvoirs publics...





Élise Atman, créatrice de Scop Services 76



Marie-Carmen Serrano, créatrice de L'Atelier



Guillaume Hermitte, fondateur de Choc Ethic et Puerto Cacao ; Manuel pour Zim Zam



Boutique Puerto Cacao



L'Atelier, un lieu de vie, de rencontres et d'initiatives sur le Plateau des Millevaches (Limousin)

dans beaucoup de cas, des formations acquises par « plages d'orientation » successives – reprise de formation, pour un bon nombre d'entre eux, au moment de la création de leur activité.

Néo-ruraux venus de Paris pour les fondateurs de l'Atelier dans le Limousin : ils ont entrepris, au départ sans « lâcher leurs boulots », de créer un lieu vivant qui rassemble aujourd'hui des bénévoles, des artistes, des artisans. Quatorze salariés, représentant dix emplois équivalent temps plein, qui ont su apprendre différents métiers au fil des projets : un bar-boutique, des spectacles, des animations gratuites et même des formations aujourd'hui...

Volonté d'une mère et d'une fille de faire autrement : « On a été employées avant d'employer », pour les créatrices de la Scop

Services 76, société de services de soins à domicile, qui compte aujourd'hui 83 salariés près de Rouen...

Éducateurs insatisfaits de la manière d'aborder le handicap en milieu institutionnel pour les fondateurs de Zim Zam..., Diplômé d'une école de commerce passionné par la filière du cacao et le management porteur d'insertion pour le fondateur de ChocEthic et de PuertoCacao...

Au-delà de ces diversités, deux grandes caractéristiques sont à souligner : l'évidence chez les porteurs d'initiatives de la référence au développement soutenable, intégrant et subordonnant mutuellement les dimensions sociale, économique et environnementale, et la logique de participation, avec des cercles concentriques de partenaires associés selon des modalités différentes.

Émancipation collective

Jean-François Draperi, Directeur du Cnam-Cestes, a souligné lors de la journée du 21 janvier la convergence entre les valeurs portées par les jeunes et celles de l'ESS : solidarité, droits des personnes, hypersensibilité aux inégalités et aux injustices, quête de sens. Mais comment se placer dans une logique de développement global, et pas seulement de développement économique ou personnel ? Ces problématiques sont mieux connues aujourd'hui dans les pays du Sud : avant la mise en place d'initiatives économiques, il y a d'abord des groupes de réflexion collectifs. Ou, comme le soulignait Charles Gide, avant les coopératives, il y avait les Universités Populaires. Car le risque aujourd'hui est que les bénéficiaires des actions deviennent les objets d'un « business », fut-il « social ». La seule solution : que les pauvres aient aussi un pouvoir politique sur l'action. Sinon, la thématique de l'émancipation ne concernera que quelques uns. Car Jean-François Draperi a rappelé que la finalité de l'ESS est bien celle de l'émancipation collective.



Services 76, société de services de soins à domicile, qui compte aujourd'hui 83 salariés près de Rouen...

Soutiens aux initiatives de jeunes : et les collectivités territoriales ?

Pour la « SCI solidaire » qu'ils ont créée, les jeunes Basques actifs pour que le logement « au pays » reste accessible aux jeunes ont trouvé un accord avec leur Communauté de communes autour de la garantie d'un emprunt; le Département du Finistère a remis aux créatrices de la Scop Doujan (conception-fabrication-vente de couches lavables « bio ») sa « Bourse aux jeunes créateurs »; pour le développement de ses supports pédagogiques sur le développement durable, le groupe E-graine (Yvelines) s'est appuyé fortement sur les financements du Conseil régional Île-de-France...

Les collectivités diverses sont souvent des partenaires importants pour les initiatives étudiées, même si leur présence pourrait être renforcée : sur les 29 initiatives faisant l'objet d'une monographie, seules 3 initiatives n'ont bénéficié d'aucun soutien de leur part. Lorsque ce soutien existe, il a, à n'en pas douter et même s'il est peu dispendieux pour la collectivité, un effet triple : il représente une aide directe, il est un facteur d'encouragement (ou, a contrario, de découragement) des initiatives; et il est un multiplicateur de crédibilité auprès d'autres partenaires et auprès des publics visés par les porteurs de l'initiative.

Les Régions en première ligne

Le Conseil régional est de loin le premier appui de ces initiatives, ce qui est logique compte tenu de sa compétence économique; 19 initiatives sur 29 ont obtenu une aide régionale. 9 initiatives ont été ou sont encore appuyées dans le cadre de la politique de soutien à la création de nouvelles entreprises de leur région; pour six d'entre elles, il s'agit d'une politique de soutien spécifique à l'ESS. 5 réalisations bénéficiant par ailleurs d'un financement de type « emplois-tremplins », on peut considérer que des co-financements régionaux propres à des actions de type ESS ont contribué au développement de onze initiatives. Dans plusieurs cas, l'appui à telle réalisation se cumule avec un soutien de la Région à des réseaux ou dispositifs qui représentent en tant que tels un appui aux porteurs d'initiatives. Parallèlement, c'est par le canal d'aides sectorielles que d'autres initiatives sont soutenues par leur Région : subventions ou commandes sur le plan de la culture (trois initiatives), de l'environnement-développement durable (2 initiatives), de l'appui à l'innovation



E-graine est soutenu par le Conseil régional Île-de-France



Doujan (couches lavables) a bénéficié d'un soutien du Département du Finistère



Zim Zam a été accompagné par Intermed et soutenu par la Région PACA

(2 initiatives). Les Conseils généraux sont intervenus en soutien à 12 initiatives (aide à la création d'activités, subventions ou commandes dans le cadre de la politique socio-éducative ou éducative, aides au commerce-artisanat, etc.). Dans quelques cas seulement, on peut parler d'une aide qui est reliée à une politique de promotion de l'ESS à l'échelle départementale.

On peut être étonné par le faible nombre d'initiatives (tendance confirmée par

des informations recueillies sur une trentaine d'autres cas) qui ont reçu une aide concrète de leur commune ou de leur structure intercommunale : toutes formes d'appui confondues (accompagnement, commandes passées aux porteurs d'initiatives, aide à la communication, aide en locaux, garantie pour l'accès à un emprunt bancaire, etc.), seules 12 initiatives, sur les vingt-neuf analysées (13 si l'on prend en compte des soutiens en gestation début 2010)¹ ont bénéficié d'un appui.

Pour ces communes ou intercommunalités qui ont concouru de façon plus ou moins ponctuelle à leur réalisation, aucune ne l'a fait dans le cadre d'une politique spécifique d'appui aux jeunes porteurs d'initiatives ESS. Quatre l'ont fait dans le cadre d'une politique globale d'appui à l'ESS. D'autres, en particulier cinq communes ou communautés en tout ou parties rurales, ont soutenu les projets au titre de leur objectif global; d'autres, enfin, les ont soutenus à travers une entrée « sectorielle » (apports dans le cadre de leur politique des déplacements, de l'habitat ou de la culture). Pour la plupart, les appuis reçus sont ponctuels et ils se rapportent à la phase initiale de la réalisation du projet; dans quelques cas, au contraire, ils se sont déclenchés seulement après que les porteurs aient mis en place leur activité depuis un certain temps. La réflexion, ici ou là, est ouverte sur d'autres voies : « C'est sur l'accompagnement des créateurs à moyen terme que les structures publiques doivent jouer leur rôle. Ils doivent vraiment être aidés sur de la prospective, estime le responsable du développement de l'ESS d'une Communauté d'agglomération concernée par un des projets², celle de Niort. Les outils d'aide à la création existent, mais manquent ceux qui peuvent aider à la pérennisation. On en reste encore trop souvent à une vision administrative et non vivante des choses ».

¹ Parmi les dispositifs d'appui aux initiatives qui ont été approchés, certains reçoivent un appui de leur ville ou intercommunalité, ce qui représente un apport indirect aux initiatives liées à ces dispositifs (cas de Cap Berriat à Grenoble, d'Étymon à Toulouse ou d'Intermed à Marseille). La situation est à peu près analogue pour Mobiléco à Montpellier : ce projet a été soutenu par la Communauté d'agglomération du fait de sa participation à la SCIC « mère » de Mobiléco, REPLIC.

² La Frênaie, implantée sur deux sites en zone rurale, dont une commune de cette agglomération.



À vos agendas !

• Jeudi 20 mai (après-midi)

Assemblée Générale du RTES à Paris, suivie d'un débat avec Jean-Louis Laville de 16h à 17h autour de son ouvrage présenté ci-contre.

• Vendredi 4 juin

Journée de travail à Grenoble consacrée aux politiques de soutien à l'ESS menées par les intercommunalités, et notamment les agglomérations.

• Mercredi 30 juin

12^e journée d'échanges et de débats organisée avec la Communauté d'agglomération de Niort, ouverte à tous, consacrée aux « Réponses coopératives face à la crise ».

Retour sur la formation

« Commande publique et secteur protégé ou adapté », 11 mars 2010, Paris

Un sujet nouveau qui a passionné les participants, etc. Guillaume Cantillon, juriste, a présenté les leviers et le contexte de l'achat public responsable, en particulier concernant le secteur protégé ou adapté. L'État lui-même se veut exemplaire en la matière. Les échanges ont permis d'approfondir les critères qualitatifs pouvant être mis en place, évitant la mise en concurrence entre structures de l'insertion par l'activité économique et secteur protégé ou adapté.

Emmanuel Chansou, du GESAT et Thomas Delage, de l'UNEA ont apporté un éclairage sur ce secteur mal connu. Or la connaissance par les collectivités locales du tissu économique local et de l'offre potentielle est une des conditions de réussite d'une commande publique responsable. Avec 1400 ESAT (Établissements et Services d'Aide par le Travail, auparavant dénommés CAT) et 600 entreprises adaptées, ce réseau maille le territoire dans de très nombreux domaines d'activités, et affiche sa volonté de se structurer.

Rendez-vous pour les adhérents sur le site www.rtes.fr pour accéder aux documents supports de la formation. Prochaine journée de formation : lundi 7 juin, à Toulouse, thème : « La commande publique responsable et le développement des circuits courts ».

Abonnement

Vous pouvez vous abonner à la lettre sur simple demande auprès du RTES, Hôtel de Ville, BP 667, 59 033 Lille cedex, ou par mail : animation@rtes.fr

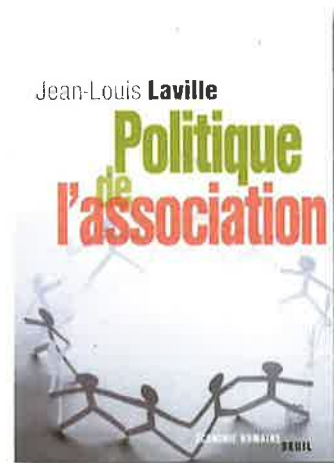
Publications récentes



Code de l'achat durable, éd. 2010

Sous la direction de Guillaume Cantillon, éd. Weka

Comment intégrer la dimension durable sans contrevenir aux grands principes de la commande publique ? Des réponses dans le « Code de l'achat durable », ouvrage rédigé sous la direction de Guillaume Cantillon, juriste, auteur des jurisclasses et consultant et formateur auprès des collectivités publiques. Un complément utile aux journées de formation du RTES !



Politique de l'association

Jean-Louis Laville, éd. Seuil, janvier 2010

Redéfinir l'action publique est un enjeu majeur du 21^e siècle. L'ampleur des défis sociaux et écologiques oblige désormais à la prise en compte de la société civile. Jean-Louis Laville, chercheur au Lise (CNRS-CNAM) propose une économie politique de l'association avec une synthèse des expériences américaine et européenne de l'associationnisme. Le renforcement de la démocratie et l'humanisation de l'économie suppose de prendre en compte l'associationnisme, c'est-à-dire le projet constitué à partir des actions collectives mises en œuvre par des citoyens libres et égaux se référant à un bien commun.

Jean-Louis Laville sera présent le jeudi 20 mai pour un débat après l'AG du RTES.

Bienvenue aux nouveaux adhérents du 1^{er} trimestre 2010 : Ville de Niort et Grand Roanne Agglomération

Adhérents au 31 mars 2010

Brest Métropole Océane • Communauté d'Agglomération Dijonnaise • Grand Roanne Agglomération • Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole • Communauté d'Agglomération de Niort • Communauté d'Agglomération de Plaine Centrale Val-de-Marne • Communauté d'Agglomération de Pau Pyrénées • Communauté d'Agglomération de Plaine Commune • Communauté d'Agglomération de Poitiers • Communauté d'Agglomération Rennes Métropole • Communauté d'Agglomération du Sicoval • Communauté Urbaine Le Creusot - Montceau Les Mines • Communauté Urbaine de Nantes • Lille Métropole Communauté Urbaine • Communauté de Communes Caux Val-de-Seine • Communauté de Communes du Val-de-Drôme • Sivom Accord Saint Marcel • Département de Dordogne • Département de l'Oise • Département de Paris • Département du Val-de-Marne • Région Bourgogne • Région Bretagne • Région Champagne Ardenne • Région Haute-Normandie • Région Île-de-France • Région Languedoc Roussillon • Région Pays de Loire • Région Nord-Pas-de-Calais • Région Poitou-Charentes • Région Midi-Pyrénées • Région de Picardie • Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur • Région Rhône-Alpes • Ville d'Argentan • Ville d'Audincourt • Ville d'Aulnay-sous-Bois • Ville de Bergerac • Ville de Caen • Ville de Champigny-sur-Marne • Ville de Cherbourg Octeville • Ville de Chevilly-Larue • Ville de Fresnes • Ville de Grenoble • Ville de Niort • Ville de Pantin • Ville de Pessac • Ville de Revin • Ville de Saint-Denis • Ville de Saint-Herblain • Ville de Saint Fargeau Ponthierry • Ville de Senones • Ville de Villeneuve d'Ascq • Ville de Wattrelos

Direction de publication : Christiane Bouchart - Rédaction : Anne-Laure Federici, déléguée générale, 06 61 17 94 90 - alfederici@rtes.fr - Bérénice Dondeyne, 05 62 88 26 51 - animation@rtes.fr - Charte graphique : Yann Montigné - www.ahauteurdx.com - Mise en page : Jean-Marc Pubellier - marcpub@wanadoo.fr Impression : Artésienne sur papier recyclé Cyclus Print.

